

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 91 — 2530

5 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale établissant les règles de l'enquête publique relative à la planification de la prévention et de la gestion des déchets

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, notamment l'article 5;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence;

Considérant que l'adoption récente d'un plan de gestion des déchets par chacune des Régions wallonne et flamande impose d'adopter sans délai un plan analogue afin d'assurer une gestion harmonisée des déchets produits ou éliminés en Région bruxelloise;

Considérant que les condamnations répétées des 2 février 1982 et 14 janvier 1988 pour non-transposition et non-application, notamment en Région de Bruxelles-Capitale de la directive-cadre relative aux déchets (75/442/CEE), ont exigé l'adoption de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets; qu'en conséquence, les arrêtés d'exécution de cette ordonnance-cadre doivent être adoptés sans délai;

Considérant que la planification de la prévention et de la gestion des déchets revêt une importance capitale quant à la préservation de l'environnement de la Région et que l'ensemble de la population doit être associée aux mesures qui devront être envisagées,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le Ministre : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant la Protection de l'Environnement dans ses attributions;

2° l'Institut : l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

3° l'Agence : Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté.

Art. 3. L'Exécutif fixe les dates de début et de fin de l'enquête publique.

Cette enquête dure soixante jours; la moitié au moins de cette période se situe en dehors des vacances scolaires.

Art. 4. L'Exécutif communique à toutes les communes, le projet de plan ainsi que des documents explicatifs techniques complémentaires qu'il a arrêté, en dix exemplaires bilingues, au moins quinze jours avant le début de l'enquête publique.

Il publie également, au moins huit jours avant le début de l'enquête, un avis dans le *Moniteur belge* ainsi que dans trois journaux de langue française, trois journaux de langue néerlandaise, un avis dans les deux langues de la Région dans un journal « toutes boîtes » diffusé dans la Région. L'avis indique les dates du début et de la fin de l'enquête publique, ainsi que les modalités de consultation du public fixées par le présent arrêté.

Cet avis sera publié une deuxième fois, selon les mêmes formalités, hormis dans le *Moniteur belge*, trente jours après le début de l'enquête.

L'Exécutif fait, au début de l'enquête, une annonce officielle à ce sujet à la radio et à la télévision, au moins deux jours consécutifs à une heure de grande audience.

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE EXECUTIEVE

N. 91 — 2530

5 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot vaststelling van de regels van het openbaar onderzoek betreffende de planning van de preventie en het beheer van afvalstoffen

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, inzonderheid artikel 5;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de recente goedkeuring van een beheersplan van afvalstoffen in de beide andere Gewesten, met name het Waalse en het Vlaamse Gewest, ertoe verplicht zonder verwijl een vergelijkbaar plan goed te keuren ten einde het Brussels Gewest te voorzien van een geharmoniseerd beheer van de afvalstoffen die er worden geproduceerd of verwijderd;

Overwegende dat de herhaalde veroordelingen van 2 februari 1982 en 14 januari 1988 wegens het niet omzetten en toepassen, inzonderheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van een kader-richtlijn betreffende afvalstoffen (75/442/EEG), de goedkeuring van de ordonnantie van 7 maart 1991 houdende de preventie en het beheer van afvalstoffen heeft vereist; dat als gevolg de uitvoeringsbesluiten van deze kader-ordonnantie zonder verwijl goedgekeurd moeten worden;

Overwegende dat de planning van de preventie en het beheer van afvalstoffen van zeer groot belang is betreffende het milieubehoud van ons Gewest en dat de gehele bevolking moet deelnemen aan maatregelen die zullen moeten genomen worden,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. In dit besluit verstaat men onder :

1° de Minister : de Minister of Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort;

2° het Instituut : het Brussels Instituut voor Milieubeheer.

3° het Agentschap : Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor de nethed.

Art. 3. De Executieve bepaalt de begin- en einddata van het openbaar onderzoek.

Dit onderzoek duurt zestig dagen; ten minste de helft van de voorgeschreven termijn valt buiten de schoolvakanties.

Art. 4. De Executieve deelt, ten minste veertien dagen vóór het begin van het openbaar onderzoek het door haar vastgestelde ontwerpplan alsook de aanvullende documenten met technische verklaring, in tien tweetalige exemplaren, mede aan de gemeenten.

Tevens publiceert zij, ten minste acht dagen vóór het begin van het onderzoek, een bericht in het *Belgisch Staatsblad* alsook in drie franstalige kranten, drie nederlandstalige kranten, één franstalig « huis-aan-huisblad » en één nederlandstalig « huis-aan-huisblad », die in het Gewest worden verspreid.

Dit bericht zal, dertig dagen na de aanvang van het onderzoek, volgens dezelfde formaliteiten een tweede maal worden gepubliceerd, behalve in het *Belgisch Staatsblad*.

De Executieve doet bij aanvang van het onderzoek een officiële mededeling hieromtrent via radio en televisie, en dit ten minste twee opeenvolgende dagen op een tijdstip met grote luisterdichtheid.

Art. 5. Les communes visées à l'article 4 affichent un avis d'enquête publique, conforme au modèle défini en annexe, aux endroits habituels d'affichage, pendant les soixante jours de l'enquête. Ces avis d'enquête sont imprimés en noir sur papier recyclé de couleur spécifique et ont au moins 35 dm² de superficie.

Les documents fournis par l'Exécutif peuvent être consultés à l'endroit indiqué sur l'avis. Cet endroit doit être aisément accessible au public, y compris aux personnes handicapées.

Les documents fournis par l'Exécutif sont accessibles au moins une fois par semaine en soirée jusqu'à 20 heures ou le samedi matin, outre les heures habituelles d'ouverture des services communaux.

La commune désigne un fonctionnaire qui donnera les explications nécessaires à ceux qui le souhaitent pendant les heures d'ouverture.

Les communes peuvent décider de toutes formes supplémentaires de consultation ou de publicité.

Art. 6. Pendant la durée de l'enquête, toute personne peut adresser ses réclamations et observations à l'Institut.

Tout envoi doit porter le nom, l'adresse et la signature du ou des auteur(s), et répartir les remarques par chapitre du plan, outre les remarques éventuelles portant sur l'ensemble de celui-ci.

Chaque collège des bourgmestre et échevins organise, seul ou en association avec d'autres, au plus tard au cours de la dernière semaine de l'enquête en dehors des périodes de vacances scolaires, une séance publique où chacun peut exprimer verbalement ses réclamations et observations. L'Institut en accord avec l'Agence désigne les personnes habilitées à fournir des explications techniques à la population; dans ce but, les dates des séances sont fixées de commun accord entre l'Institut et chaque commune.

Art. 7. Dans les trente jours de la clôture de l'enquête, les communes adressent à l'Institut le procès-verbal de la séance visée à l'article 6, alinéa 3; lorsque cette séance a été organisée par plusieurs communes, le procès-verbal est dressé par l'administration communale du lieu où elle s'est tenue et adressé par cette administration à l'Institut. Dans ce même délai, les collèges des bourgmestre et échevins, après consultation de leur conseil communal, transmettent leurs appréciations à l'Institut.

Au terme de ce délai, l'Institut, en association avec l'Agence, rédige le plan de prévention et de gestion des déchets, en tenant compte des avis formulés. Il le transmet à l'Exécutif après avoir recueilli l'avis du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Le retard ou le défaut de transmission du procès-verbal visé à l'alinéa 1er ou de l'avis visé à l'alinéa 2 ne suspend pas la procédure d'élaboration du plan. Il n'affecte pas non plus la validité des prescriptions contenues dans le plan.

Art. 8. Le Ministre organise avec l'Institut, en association avec l'Agence, quatre semaines consécutives pendant la durée de l'enquête, en un lieu central et aisément accessible de la Région, une exposition permanente destinée à présenter au public, à l'aide des instruments didactiques les plus adéquats, le contexte économique et social dans lequel la planification est organisée, les enjeux de celle-ci, ainsi que ses objectifs et moyens précis et chiffrés.

Le Ministre peut organiser, en association avec l'Agence, d'autres formes de publicité du projet de plan.

Le Ministre organise avec l'Institut une séance publique dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 6, alinéa 3. Un procès-verbal de la séance est dressé par l'Institut.

Art. 9. Toute personne peut, sur demande écrite, obtenir auprès de l'Institut une synthèse du projet de plan approuvé par l'Exécutif, en français ou en néerlandais.

Le projet de plan et les documents explicatifs techniques complémentaires peuvent également être obtenus au prix coûtant auprès de l'Institut, sur demande écrite, en français ou en néerlandais.

Art. 10. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. De gemeenten bedoeld in artikel 4 kondigen een bericht van openbaar onderzoek af door aanplakking, overeenkomstig het in bijlage vastgestelde model, op de gebruikelijke plaatsen van aanplakking en dit gedurende de zestig dagen dat het onderzoek loopt. Deze onderzoeksberichten worden gedrukt op kringlooppapier van specifieke kleur en hebben minstens 35 dm² oppervlakte.

De documenten die door de Executieve werden overgelegd kunnen op de in het bericht vastgestelde plaats worden geraadpleegd. Deze plaats dient makkelijk bereikbaar te zijn voor het publiek en dus ook voor gehandicapte personen.

Buiten de gewone openingsuren van de gemeentediensten zal er eveneens minstens één zitting per week worden georganiseerd, ofwel 's avonds tot 20 uur, ofwel op zaterdagmorgen.

De gemeente stelt een ambtenaar aan die de nodige verklaringen, aan degenen die ze wensen, gedurende de openingsuren zal verschaffen.

De gemeenten mogen bijkomende initiatieven nemen om het publiek te informeren.

Art. 6. Tijdens de duur van het onderzoek kan eenieder zijn commentaar, kritiek of aanbevelingen tot het gemeentebestuur van zijn woonplaats richten.

Elke zending moet naam, adres en handtekening van de ondergetekende(n) vermelden en, naast eventuele opmerkingen over het plan in zijn geheel, dienen de opmerkingen per hoofdstuk te worden ingedeeld.

Elke gemeente organiseert, alleen of samen met andere, uiterlijk tijdens de laatste week van het onderzoek en buiten de schoolvakantie, een zitting waarop eenieder mondeling zijn bezwaren kan te kennen geven. Het Instituut wijst in overeenstemming met het agentschap bevoegde personen aan om technische inlichtingen te verstrekken aan de bevolking; te dien einde, worden de data van de zittingen vastgesteld in onderlinge overeenstemming tussen het Instituut en iedere gemeente.

Art. 7. Binnen de dertig dagen na het beëindigen van het onderzoek, sturen de gemeenten de notulen van de zitting bedoeld in artikel 6, alinea 3, naar het Instituut; wanneer deze zitting georganiseerd werd door meerdere gemeenten, worden de notulen opge maakt door het gemeentebestuur van de plaats waar de zitting plaats vond en door dit bestuur naar het Instituut gezonden. In diezelfde termijn zal het college van burgemeester en schepenen, na raadpleging van hun gemeenteraadsleden, hun beoordeling naar het Instituut opsturen.

Na deze termijn stelt het Instituut, in samenwerking met het Agentschap, het plan op dat doorgestuurd wordt naar de Executieve. Het advies van de Raad voor Leefmilieu voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest werd daarvoor ontvangen.

De vertraging of het gebrek van doorzending van de notulen bedoeld in alinea 1 of van het advies bedoeld in alinea 2 betekent niet dat de opstelprocedure van het plan uitgesteld wordt. Het beïnvloedt ook niet de geldigheid van de voorschriften van het plan.

Art. 8. De Minister organiseert gedurende vier opeenvolgende weken, tijdens de duur van het onderzoek, samen met het Instituut en in samenwerking met het Agentschap een doorlopende tentoonstelling op een centrale en makkelijk bereikbare plaats in het Gewest. De bedoeling hiervan is aan de hand van het meest adequate didactische materiaal aan het publiek de economische en sociale achtergrondcontext waarin de planning georganiseerd wordt, de inzet ervan alsook de doelstellingen en de nauwkeurig becijferde middelen hiervoor aan te tonen.

De Minister kan ook, in samenwerking met het Agentschap, andere vormen van bekendmaking van het ontwerpplan organiseren.

De Minister organiseert samen met het Instituut een openbare zitting onder dezelfde voorwaarden als degene die vastgelegd zijn in artikel 6, alinea 3. De notulen van de zitting worden opgesteld door het Instituut.

Art. 9. Eenieder kan, op schriftelijke aanvraag, bij het Instituut een franstalig of nederlandstalig exemplaar van de door de Executieve goedgekeurde synthese van het plan bekomen.

Het planontwerp en de aanvullende technische verklarende documenten kunnen eveneens bekomen worden, tegen kostprijs, bij het Instituut op schriftelijke aanvraag in het Nederlands of in het Frans.

Art. 10. De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 septembre 1991.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :
Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,
G. DESIR

Annexe

AVIS A LA POPULATION

L'administration communale de informe la population qu'elle peut consulter les documents fournis par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale concernant la planification de la prévention et de la gestion des déchets.

La population est invitée à :

1° consulter le dossier soumis à enquête publique à l'adresse suivante :

aux jours et heures suivants :

2° introduire, par écrit, ses réclamations et observations à l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, à l'adresse suivante :

Ces avis mentionneront le nom, l'adresse et la signature du ou des auteur(s); les remarques seront réparties par chapitre du plan, outre les remarques éventuelles portant sur l'ensemble de celui-ci.

Une séance publique où toute personne pourra exprimer ses réclamations et observations, sera organisée à (lieu), le à heures.

Une exposition permanente présentant le contexte, les enjeux, les objectifs et les moyens de la planification sera également accessible dans la commune de (adresse), les (jours), de à heures.

Sur le lieu de l'exposition permanente sera également organisée une séance publique où toute personne pourra exprimer ses réclamations et observations, le (jour), de à heures.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 5 september 1991.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :
De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,
G. DESIR

Bijlage

BERICHT AAN DE BEVOLKING

Het gemeentebestuur van deelt de bevolking mede dat zij door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve overgelegde documenten betreffende de planning van de preventie en het beheer van afvalstoffen kan raadplegen.

De bevolking wordt uitgenodigd om :

1° het aan het openbaar onderzoek voorgelegd dossier te raadplegen op het volgende adres :

op volgende data en uren :

2° haar bezwaren en opmerkingen schriftelijk in te dienen bij het Brusselse Instituut voor het Milieubeheer op het volgende adres :

Deze adviezen dienen naam, adres en handtekening van de ondergetekende(n) te vermelden; de opmerkingen moeten worden ingedeeld per hoofdstuk van het plan, naast eventuele opmerkingen over het plan in zijn geheel.

Er zal een openbare zitting, waarop eenieder zijn bezwaren en opmerkingen kan bekendmaken, worden georganiseerd te (plaats), op te uur.

Een doorlopende tentoonstelling waarop de context, de inzet, de doelstellingen en de middelen van de planning worden voorgesteld, zal eveneens toegankelijk zijn in de gemeente adres op (dagen), van tot uur.

Op de plaats van de permanente tentoonstelling zal eveneens een openbare zitting georganiseerd worden waar elke persoon zijn bezwaren en opmerkingen zal kunnen uiten, op (dag), van tot uur.

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

Société nationale des Chemins de fer belges

Ordres nationaux
(Mouvement du 15 novembre 1990)

Par arrêtés royaux du 18 avril 1991, les décorations ci-après ont été décernées :

Ordre de Léopold

Officier (promotion)

M. Hennebert, P.J.V., inspecteur principal.

Officier (nomination)

M. Dogan, I.M., ingénieur principal adjoint.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

Nationale Orden
(Beweging van 15 november 1990)

Bij koninklijke besluiten van 18 april 1991 worden navermelde onderscheidingen verleend :

Leopoldsorde

Officier (bevordering)

De heer Hennebert, P.J.V., eerste inspecteur.

Officier (benoeming)

De heer Dogan, I.M., adjunct-eerste ingenieur.